Quel vote utile pour les Européennes ?

Posté le : 5 avril 2024 08:16 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile
Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Crise systémique, Monnaies et changes, Attitudes, Histoire économique récente, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité

Les élections européennes sont depuis l'origine une curiosité. Le système démocratique européen est un sujet de consternation depuis toujours, sauvé par son « originalité », et par la passion européiste née des conséquences deux guerres mondiales.

Le traité de Maastricht et surtout le traité de Lisbonne ont radicalement changé l'esprit et le rôle des institutions.

Jusque-là, la Communauté était une coalition d'états mettant des ressources en commun pour gérer des espaces communautarisés. La Commission étudiait les dossiers. Les États contrôlaient les membres de la commission et sa présidence, ainsi que le contenu des ordonnances. Un parlement pipeau était là pour donner une coloration démocratique à l'ensemble. Composé de délégations d'états, si les chefs d'État s'étaient mis d'accord, le Parlement suivait sans faire d'histoires.

Le système marchait à peu près bien. L'idée était de supprimer les barrières purement nationalistes et de développer un espace économique commun, tout en affirmant que tout membre d'un pays de l'union serait traité dans un autre pays de l'union avec exactement les mêmes droits que les nationaux sauf pour les élections régionales et nationales. L'énorme progrès, inespéré, était que chaque citoyen d'un pays membres disait aux autres citoyens européens « je ne te crains pas, soit chez nous avec les mêmes droits et devoirs que nous ». Droits de séjour automatique, droits de déplacement sans limite, droits de contracter civilement et commercialement, étaient garantis quitte à respecter le droit des pays. Ces nouveaux droits étaient automatiques. Pas besoin de procédures ou de visas.

En revanche, chaque Etat était libre de ses lois et le but n'était pas d'unifier la totalité des politiques possibles. Tout n'était pas parfait. La Commission avait toujours tendance à aller au-delà de son champ d'action selon le principe que tout est dans tout. Un commissaire pouvait s'opposer à un projet mené par plusieurs états au nom de l'exclusivité qui était concédé à son pouvoir ans un domaine précis. La tentation de mettre en place une bureaucratie pléthorique avec des doublons majestueux vis-à-vis des institutions nationales, et de relancer sans cesse la machine à faire des normes de plus en plus strictes n'a pas réellement été contrée.

Le seul domaine où la politique des états a été centralisée a été l'agriculture et depuis le début, cela grince et cela coince.

Les pouvoirs nationaux restaient forts et le système démocratique de chaque nation permettait d'orienter les politiques et l'organisation de la société nationale, conférant aux élus un rôle nécessaire et aux débats une efficacité.

Le prurit européiste des forces qui veulent les États-Unis d'Europe sur une base totalement fédérale l'a finalement emporté, Giscard accordant des élections européennes au suffrage universel tenues le même jour dans toute l'Europe. Mitterrand accélérera vers le fédéralisme en abattant les frontières et en créant la monnaie unique. Puis vint le déni de démocratie du traité « constitutionnel » mené par Giscard et rejeté par le pays mais rétablit par le traité de Lisbonne.

Depuis, la confusion est structurelle et tout le monde a perdu la main.

La Commission comme le Parlement peuvent se saisir de n'importe quelle question, et s'asseoir sur les traités, si les chefs de gouvernements sont d'accord. Tout l'espace politique devient partagé et les élus nationaux perdent leur pouvoir. Les électeurs s'en détournent. Pourquoi élire des impuissants ?

Des mouvances majeures venues de l'étranger se sont installées en passant largement par l'Europe :

- La tentation de l'ONU via le GIEC de créer les conditions d'une dictature écologique démente et destructive des acquis de la civilisation

- Le mouvement Woke et la « cancel culture » visant à abaisser les pays occidentaux et l'homme blanc hétérosexuel au profit de catégories prétendument victimisées.

- L'immigrationnisme forcené notamment en faveur de l'immigration musulmane.

- L'américanisme financier et la vente à la découpe du patrimoine industriel européen

- Le démantèlement du secteur de l'énergie

- Le démantèlement des politiques étrangères nationales

- L'élargissement sans limite du nombre des pays membres

- Le contournement du droit social avec l'emploi massif éventuellement aux conditions du pays d'origine de millions de personnes venues des pays de l'est.

- La mise sous tutelle des gouvernements nationaux par la voie juridique et le chantage aux fonds structuraux.

- L'entrisme fou des ONG dans les structures institutionnelles de l'UNION.

Surtout, face à la crise sanitaire du Covid puis l'agression russe contre l'Ukraine, la présidente de la Commission, voulue par M. Macron, s'est comportée en chef d'Etat fédéral en dehors de tout cadre et sans respecter quelques règles que ce soit.

Ces évolutions franchement délétères et parfois allant au-delà de l'odieux (désigner le foulard islamique comme une preuve de liberté au moment où l'Iran tuait les femmes qui refusaient le voile, interdire à M. Orban d'éviter la propagande homosexuelle dans les écoles primaires, condamner la France à des pénalités pour retard dans l'implantation d'éoliennes avec le plus haut taux d'énergie décarbonée du monde) ont largement tué la bonne volonté européenne des électeurs des pays membres. Elles changent radicalement le rôle des parlementaires européens.

Pendant longtemps les représentations nationales confortaient l'action de leur nation telle que menée par le pouvoir exécutif (président et chef de gouvernement), malgré le fait que la proportionnelle intégrale laisse une grande place aux « sensibilités ». Mais aucune sensibilité n'étant plus que minoritaire dans la minorité nationale et dans les regroupements libres et artificiels, mis en place pour se partager les postes institutionnels du parlement, rien de cela n'avait d'importance.

Tout système proportionnel est entre les mains des chefs de partis. Ils ont tous considéré que ces élections n'avaient aucun contenu programmatique et qu'il leur fallait régler des questions internes : constituer une tirelire (FN et Modem), éloigner des concurrents, aider quelques éclopés du suffrage universel à traverser le désert et anticiper un niveau de retraite inespérée. Globalement la proportionnelle permettait de compter la force respective des partis, sans que cela ait la moindre conséquence sur les élections postérieures.

Dans le cadre européen post-traité de Lisbonne, beaucoup de choses changent. Les personnalités

choisies ont des postures très différentes vis-à-vis des mouvances venues de l'étranger, même au sein des partis, les conséquences nationales des décisions prises au parlement couvrent tous les domaines de la vie quotidienne et des politiques possibles. Le vote devient compromettant ! Le choix au sein de certaines listes de personnes militantes qui rejoignent des plans étrangers contre l'intérêt de leur pays et la ligne de leur parti devient critique. On a vu Pascal Canfin tenter de tuer l'agriculture française au sein du n'importe quoi macroniste. Choisir des présidents d'ONG qui ont par ailleurs table ouverte à Bruxelles comme parlementaire dépasse le cadre national habituel. C'est vrai dans tous les domaines qu'il s'agisse d'écologie, de Wokisme, d'immigration etc.

L'électeur est devant divers paradoxes. Il faut qu'il vote parce que le parlement a un rôle à jouer et décide de questions très concrètes. Ne pas voter revient à laisser le champ libre aux mouvements idéologiques transnationaux. Mais voter ne veut rien dire sauf pour les partis partisans du Wokisme et de l'écologie anticapitaliste qui voteront tous les textes mis au vote par une Commission largement perméable à ces mouvances.

Les partis sont tous plus ou moins embêtés par cette élection bizarre.

Le RN n'a aucun programme propre à éclairer ses votes au Parlement européen. Il veut se compter comme force de réaction antisystème en France comme en Europe. Parti de la collecte protestataire confirmé voire éternel, , il n'a même plus besoin de le dire.

Les socialistes veulent prouver qu'ils sont désormais plus forts électoralement que LFI. L'ambition est purement politicienne et nationale.

Le parti Zemmourien attend quelques ressources pour ses cadres faute de députés et de sénateurs. Il lui suffit de placer sa perspective contre le Wokisme, l'immigrationisme et l'européisme « délirant » dans une optique de défense des intérêts vitaux de la France. La cible : LR et les abstentionnistes. L'ennui est de s'être laissé envahir par d'anciens du FN et d'avoir mis deux personnalités ex-lepénistes en tête de gondole dont une fille le Pen. Zemmour se retrouve avec des dissensions internes et un positionnement à droite de Le Pen, ce qui nuit gravement à son entreprise. Parti avec 7 % des voix selon les sondages, il navigue un peu trop près des 5 % et l'absence d'élus pour ne pas s'inquiéter.

Emmanuel Macron par principe n'a pas de doctrine critique vis-à-vis de l'européisme ni d'aucune des forces importées. Sa liste a constamment voté avec les socialistes et été moteur dans les causes Wokistes et écologistes. Il a cautionné toutes les décisions énergétiques ou autres qui ont fait beaucoup de mal au pays qu'il dirige. Il milite pour l'extension sans limites du nombre de pays membres et il a fait voter par ses troupes le vœu du passage à des traités désormais fédéralistes sans minorité de blocage pour les gouvernements. Il a ainsi nourri son dossier de liquidateur de la France au service de l'Europe, en vue d'une ambition postprésidentielle éventuelle en Europe. En même temps il a voulu casser le vote RN en changeant de discours : ne plus parler de la collaboration et des Nazis au profit de la trahison en faveur de Moscou ! Reste à savoir qui trahit le mieux et le plus radicalement les intérêts français.

Pour LR les élections européennes sont un terrible casse-tête. LR n'est plus dans le trio de tête des partis politiques, systématiquement devancé par les Macronistes, le RN, la Nupes et même souvent les socialistes ou les centristes seuls. Sa liste part de bas et n'a aucune dynamique de victoire. LR est classé par l'opinion dans les « also run » comme disent les Anglo-Saxons spécialisés dans les « lame ducks » !

Son candidat, Xavier François Bellamy, vu comme un problème lors des précédentes élections est considéré cette fois-ci comme une chance. Il s'est démené comme un beau diable sur des sujets importants : il a fait dérailler la campagne ignoble en faveur du foulard islamique ; il a permis de requalifier l'énergie atomique comme source décarbonée digne d'être financée, il a dénoncé nombre

de détournements des débats loin des traités. Personne jusqu'ici n'avait autant travaillé à Bruxelles. Sa parole est claire et éduquée. Il est rarement surpris à dire des bêtises. C'est beaucoup et peu à la fois. Son problème, c'est Mme Van der Leyen et le PPE, un parti où LR compte peu On ne saurait se risquer à compter les votes du PPE en faveur de mesures douloureuses pour la France et contraires aux espérances de M. Bellamy. Curieusement il ne veut pas enfourcher la question du vœu (voté par le PPE aussi) pour un changement des traités dans un sens fédéral. Son projet d'états associés de préférence à une entrée dans l'Union n'a aucune chance d'aboutir. Ce mélange nuancé de « je suis pour » et de « je suis contre » est totalement incompréhensible pour l'électeur. L'ami Bellamy est donc obligé de développer un langage complexe qui n'est pas de nature à peser facilement sur le vote. Il le fait avec ténacité, qualité et « bravitude ». On verra ce qu'il en sort. Jusqu'ici il reste à 6-7 % ce qui est insuffisant.

Éric Ciotti avait très justement expliqué lors de son triomphe à la tête de LR que son parti était la seule hypothèse d'alternance utile en 2027 car c'était le seul parti de gouvernement réellement alternatif, ce que devaient démontrer des conférences thématiques au plus près des militants sur les grands sujets nationaux. Toute cette bonne volonté s'est enlisée. LR n'a de doctrine sur rien et se trouve embarrassé par un combat parlementaire biscornu qui l'use autant que son adversaire principal ; Il n'a rien de lourd ni de sérieux à proposer. Le parti a continué à se faire dépecer.

Cela n'offre aucune aide à M. Bellamy. Sa seule chance de décoller dépendra du rejet de la candidature Van der Leyen, mais aussi de sa prise en compte des grands problèmes de l'Union avec une vision forte. C'est loin d'être gagné.

Pour les Français, la vraie nécessité est de contrer l'emprise récessionniste liée à l'écologie anticapitaliste, de contrer le courant wokiste et immigrationniste porté notamment par Macron, et d'éviter le passage au fédéralisme intégral. Il faut donc réduire voire éliminer les Verts et les macronistes. Sinon gare aux conséquences !

À ce titre, l'élection de cette année a en-effet une importance particulière.